

---

---

**PRÉFECTURE DU BAS-RHIN**

**DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT**

*Bureau de l'environnement et de l'urbanisme*

**ARRETE PREFECTORAL**

du **20 NOV 2000**

prescrivant à la société Etablissements Charles MULLER des investigations relatives :  
- à la pollution des sols,  
- aux eaux souterraines,  
ainsi que la définition d'éventuels travaux de dépollution

**LE PREFET DE LA REGION ALSACE  
PREFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup>, et notamment son article L 512.7,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,
- VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2000 refusant l'autorisation d'exploiter (régularisation et extension) les installations de la société Etablissements Charles MULLER, situées avenue du Professeur Leriche à HAGUENAU,
- VU le rapport du 1<sup>er</sup> septembre 2000 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 13 octobre 2000,

**CONSIDERANT** qu'il apparaît, suite à l'expertise ordonnée par le Tribunal Administratif de STRASBOURG, dans le cadre de la procédure d'enquête publique du 17 février au 18 mars 2000, que les sols de l'emprise du chantier de l'avenue du professeur Leriche de la société Etablissements Charles MULLER présentent une pollution par les métaux et les hydrocarbures,

**CONSIDERANT** qu'il convient de déterminer l'ampleur de la pollution du site et, le cas échéant, la dépollution appropriée,

**CONSIDERANT** l'implantation dudit chantier dans le périmètre de protection éloigné de captages d'alimentation en eau potable,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'approfondir les données relatives aux eaux souterraines telles qu'elles ressortent du dossier soumis à enquête publique en février et mars 2000 pour la régularisation du chantier (1 seul piézomètre, absence de recherche de métaux lourds, de composés organochlorés,...)

**EN APPLICATION** des dispositions de l'article L 512.7 du code de l'environnement, le chantier étant exploité sans l'autorisation requise au titre de cette même loi,

**APRÈS** communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Il est prescrit à la société Établissements Charles MULLER, dont le siège social est 108, avenue du Professeur Leriche à 67500 HAGUENAU une étude portant sur la pollution des sols et sur les risques pour les eaux souterraines au droit du chantier de récupération exploité à l'adresse précitée.

### **Article 2 :**

L'étude visée à l'article 1<sup>er</sup> sera réalisée par un organisme compétent indépendant. Elle comprendra :

- une approche historique du site permettant de recenser les implantations successives des ateliers et dépôts de produits et déchets,
- une caractérisation de la nature et de l'étendue (en surface et en profondeur) de la pollution des sols, dont les possibilités de migration devront être étudiées.
- une étude hydrogéologique définissant les conditions de surveillance de la nappe (nombre de piézomètres, paramètres pertinents considérant l'historique du site et les polluants détectés dans les sols).
- une définition précise des intérêts susceptibles d'être affectés par la pollution du site (eaux superficielles et souterraines, santé, sécurité et salubrité publiques...)
- des solutions de dépollution adaptées aux caractéristiques du site et de son environnement, ainsi qu'aux polluants détectés. Ces solutions devront être chiffrées.

Un rapport portant sur l'ensemble de ces points sera transmis à la DRIRE dans un **délai de 6 mois** suivant la notification du présent arrêté.

### **Article 3 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société Établissements Charles MULLER.

### **Article 4 : Publicité**

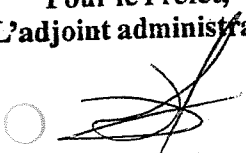
Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté en énumérant les conditions et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de HAGUENAU et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

**Article 4 :**

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-préfet de HAGUENAU,
- le Maire de HAGUENAU,
- le Commandant du Groupement de gendarmerie,
- les inspecteurs des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société société Établissements Charles MULLER.

Pour ampliation  
Pour le Préfet,  
L'adjoint administratif

  
**Christiane SCHUSTER**



LE PRÉFET

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

  
**MICHEL LAFON**

**Délais et voie de recours (article L 514.6 du code de l'environnement)**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.